

Cette phase de réussites et de possibilités exigera patience et grandeur d'âme de la part de toutes les parties en cause. Nous ignorons quelle forme pourrait prendre un éventuel règlement pacifique; il pourrait notamment prévoir une participation internationale à l'exécution de ses modalités. Le Canada examinerait très attentivement toute demande d'aide en ce sens. Nous espérons également que les autres aspects du problème seront étudiés dans le contexte des résolutions adoptées par le Conseil de sécurité. Il se peut que la communauté internationale soit appelée à contribuer généreusement, et le Canada est certainement prêt à accorder toute l'aide dont il peut disposer.

Droits de la personne

Monsieur le Président, une troisième question exige une attention et une action immédiates, et c'est le peu de progrès réalisés par l'ONU en ce qui concerne la protection des droits de la personne de par le monde. Mentionnons à cet égard la tragique situation qui règne au Kampuchea démocratique. Le 8 septembre, mon gouvernement remettait à la Commission des droits de l'homme un rapport détaillé s'appuyant sur une série de déclarations faites volontairement à nos représentants par des réfugiés du Kampuchea, dont bon nombre avaient récemment quitté leur pays. Les témoignages des réfugiés confirment les allégations émanant d'autres sources et selon lesquelles le gouvernement du Kampuchea démocratique a systématiquement violé les droits fondamentaux de ses citoyens et poursuit sa répression et ses exécutions. Cette situation appelle le genre de participation efficace que notre Organisation devrait être en mesure de fournir.

Le gouvernement du Canada est d'avis qu'une enquête sur le respect des droits de la personne au Kampuchea démocratique s'impose de façon immédiate. J'incite les membres de cette Assemblée à appuyer la recommandation que nous avons faite en ce sens à la Commission. Je les invite aussi à réfléchir à leurs obligations envers le nombre croissant de réfugiés du Vietnam, du Laos et du Kampuchea actuellement confiés aux soins du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.